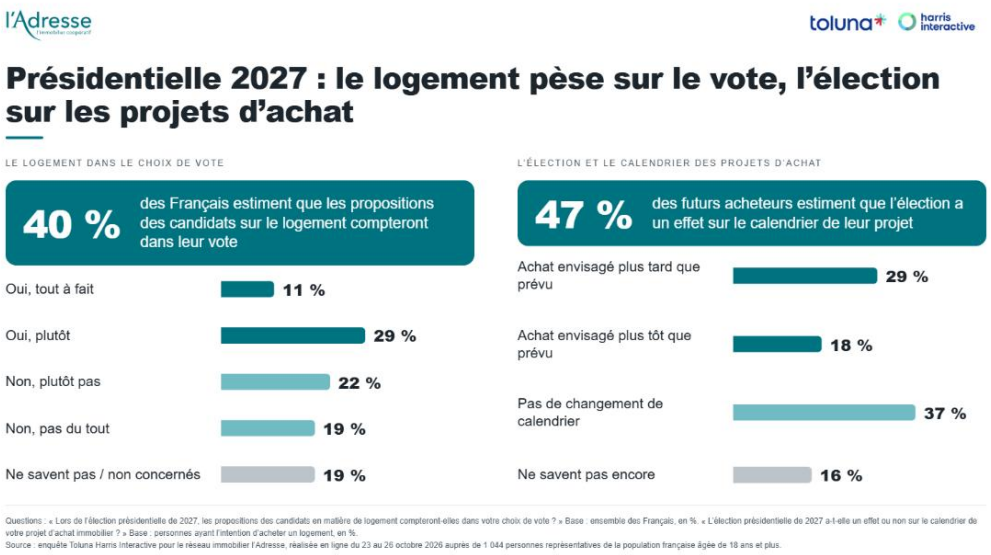
Enquête l'Adresse – Toluna Harris Interactive

Présidentielle 2027 : le logement pèsera dans le vote de plus d'un jeune sur 2 et pousse déjà près d'un futur acquéreur sur 3 à reporter son projet

Paris, le 16 novembre 2026 – Alors que les députés entament ce lundi 16 novembre l'examen du projet de loi « Relance et décentralisation du logement », une nouvelle enquête réalisée par Toluna Harris Interactive pour le réseau immobilier l'Adresse met en lumière le poids croissant des enjeux liés au logement dans les préoccupations électorales des Français, à l'approche de la présidentielle de 2027. Selon ce sondage, 40 % des Français déclarent que les propositions des candidats en matière de logement compteront dans leur vote, et même 55 % des moins de 35 ans. Plus frappant encore, près d'un futur acquéreur sur trois (29 %) affirme déjà reporter son projet immobilier en raison de l'échéance présidentielle. Entre difficultés d'accès à la propriété et projets familiaux contrariés, les résultats de cette enquête envoient un signal clair aux responsables politiques : les Français attendent des mesures concrètes pour se loger et construire leur avenir. Certaines pistes actuellement à l'étude, comme le PTZ parentalité, suscitent d'ailleurs un fort intérêt. Un message à entendre à l'heure où s'ouvrent les débats sur l'avenir du logement.

Présidentielle 2027 : le logement, un enjeu électoral pour 40 % des Français

Alors que les difficultés d'accès à la propriété, le coût du crédit et les contraintes liées à la rénovation énergétique pèsent sur les projets immobiliers, la nouvelle enquête réalisée par Toluna Harris Interactive pour le réseau immobilier l'Adresse*, du 23 au 26 octobre 2026, révèle que **40 % des Français déclarent que les propositions des candidats à l'élection présidentielle de 2027 en matière de logement compteront dans leur choix de vote. Cette proportion atteint 55 % chez les moins de 35 ans et 57 % chez les Français qui envisagent d'acheter un logement**. Des résultats qui témoignent de l'importance particulière accordée aux questions de logement par les jeunes générations et les futurs acquéreurs, directement concernés par les difficultés d'accès à la propriété.

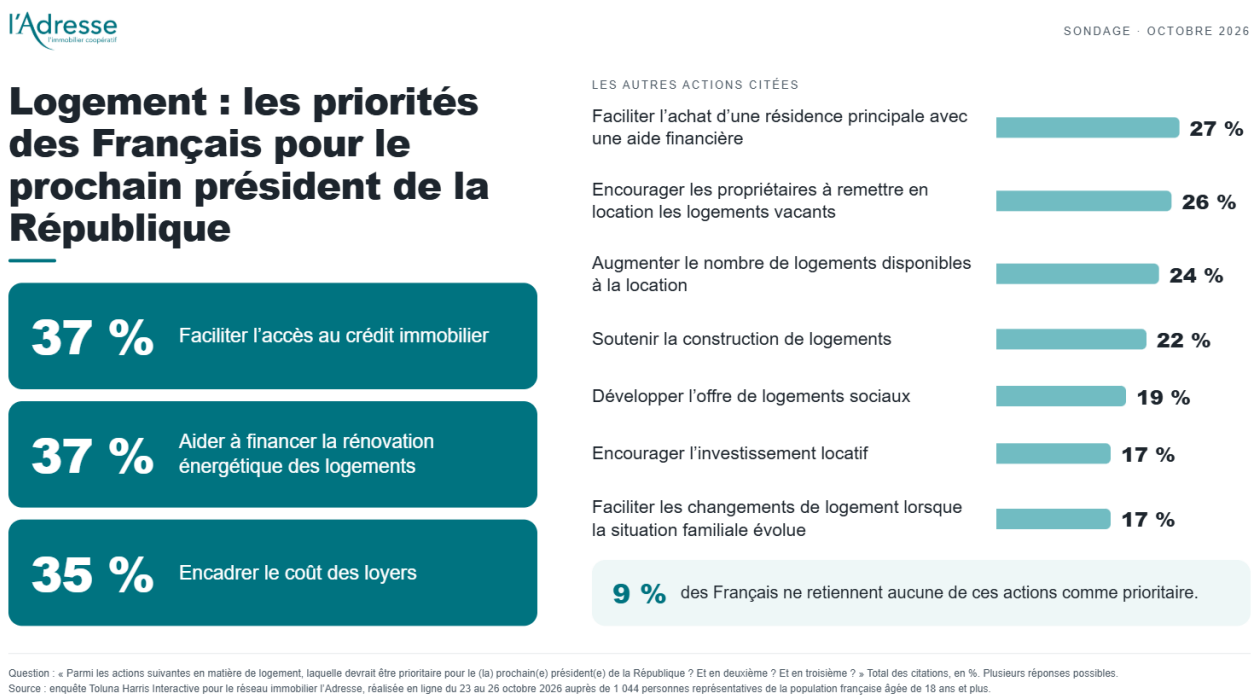


« Le logement n'est pas seulement un sujet économique : c'est un sujet de société, de pouvoir d'achat et de perspectives d'avenir. Quand plus d'un jeune sur deux affirme que les propositions des candidats sur le logement compteront dans son vote, c'est un signal que les responsables politiques ne peuvent pas ignorer.

La question du logement doit retrouver une place centrale dans le débat présidentiel », souligne **Brice Cardi, président du réseau l'Adresse**.

Parmi les actions prioritaires attendues du ou de la prochain(e) président(e), **les Français placent en tête des mesures économiques concrètes** : **faciliter l'accès au crédit immobilier (37 %)**, **aider à financer la rénovation énergétique des logements (37 %)** et **encadrer le coût des loyers (35 %)**. Suivent l'aide à l'achat d'une résidence principale (**27 %**), la remise en location des logements vacants (**26 %**) et l'augmentation du nombre de logements disponibles à la location (**24 %**).

« Les Français n'attendent pas de grandes déclarations d'intention. Ils veulent des solutions concrètes pour pouvoir emprunter, acheter, louer ou rénover. Le logement est devenu un véritable marqueur de leur capacité à se projeter dans l'avenir. Les candidats à la présidentielle devront apporter des réponses précises et crédibles, car les attentes sont fortes, notamment chez les jeunes et les futurs acquéreurs », analyse Brice Cardi.



L'élection présidentielle freine déjà les projets immobiliers

Autre enseignement majeur de cette enquête : l'échéance présidentielle de 2027 a d'ores et déjà des répercussions sur les projets immobiliers. **47 % des Français qui envisagent d'acheter un logement déclarent que l'élection présidentielle influence déjà le calendrier de leur projet.** Dans le détail, et sans surprise, **29 % déclarent qu'elle les conduit à reporter leur achat**, tandis que 18 % indiquent au contraire qu'elle les incite à l'anticiper… Mais pour près d'un Français sur 3 qui envisage d'acheter un logement, l'élection est source d'attentisme.

Des intentions d'achat de résidence principale en recul

Les résultats de cette enquête sont révélateurs du climat d'incertitude dans lequel évoluent les futurs acquéreurs. Dans ce contexte, **les intentions d'achat de résidence principale reculent.** En effet, seuls **21 % des Français envisagent l'achat d'une résidence principale dans les douze prochains mois, contre 26 % en 2023**, soit une baisse de cinq points en trois ans. **La première motivation : le changement de cadre de vie (44%)**, puis le souhait de disposer d'un extérieur (**32%**), d'un logement plus grand (**31%**) ou de se constituer un patrimoine (**31%**).

« L'immobilier a besoin de visibilité et de confiance. Or, lorsqu'une élection conduit près d'un futur acquéreur sur trois à différer son projet, cela montre à quel point les décisions politiques peuvent influencer le marché. Il est essentiel que les candidats donnent rapidement des perspectives claires et stables, plutôt que d'entretenir l'attentisme », estime Brice Cardi.

Quand le logement devient aussi un frein au projet d'avoir un enfant

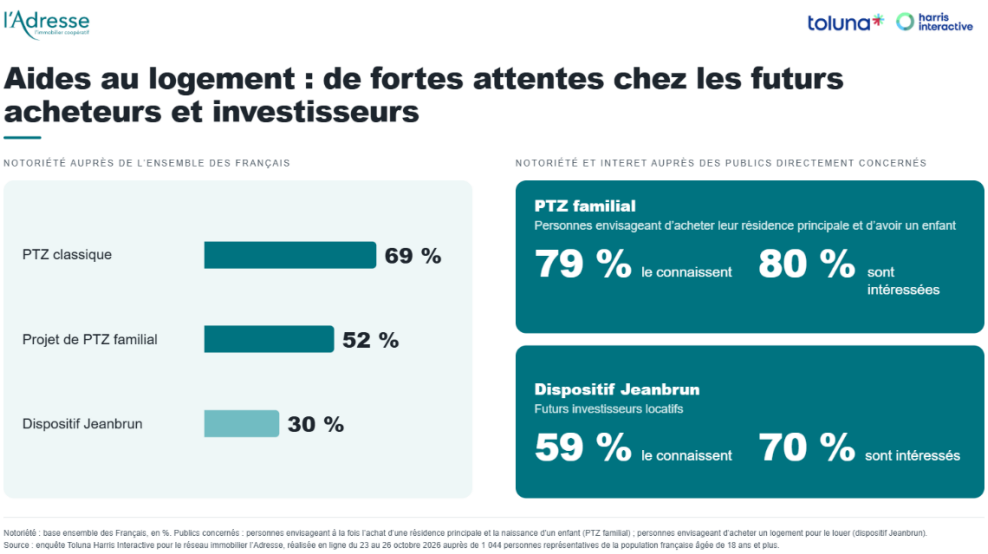
Au-delà des difficultés d'accession à la propriété, l'enquête révèle un phénomène particulièrement marquant : **parmi les personnes qui envisagent d'avoir un enfant à court terme, 52 % estiment que leur situation actuelle de logement constitue un frein à ce projet.** Cette proportion, d'ailleurs plus élevée chez les propriétaires (53 % voient leur logement comme un frein) que chez les locataires (48%) témoignant des difficultés de financer l'achat d'un logement plus grand et des conséquences très concrètes sur les parcours de vie. *« On ne peut pas ignorer le rôle du logement dans les décisions des familles et la baisse de la natalité. Quand plus d'une personne sur deux parmi celles qui souhaitent avoir un enfant considère que son logement est un obstacle à une naissance, c'est une alerte majeure. Faciliter l'accès à un logement adapté, c'est aussi permettre aux Français de concrétiser leurs projets familiaux* », souligne Brice Cardi.

PTZ familial, dispositif Jeanbrun : des mesures qui suscitent un réel intérêt et de fortes attentes, mais restent insuffisamment et inégalement connues

Dans ce contexte, **les différents dispositifs d'aide au logement ou à l'investissement apparaissent comme des leviers potentiels pour redonner du pouvoir d'achat immobilier aux Français**. Ils sont d'ailleurs pour certains actuellement en discussion :

- **le dispositif Jeanbrun** dont les modalités pourraient évoluer à l'issue de l'examen et de l'adoption du projet de loi « Relance et décentralisation du logement »
- **Le prêt à taux zéro** pourrait etre prolongé jusqu'en 2030 **et le PTZ parentalité** créé à l'issue des discussion dans le cadre du budget 2027.

L'enquête révèle toutefois une connaissance très inégale de ces mesures : si **69 % des Français connaissent le PTZ classique** et **52 % le projet de PTZ familial**, **moins d'un Français sur trois (30 %) connaît le dispositif Jeanbrun**.



La notoriété de ces dispositifs est cependant nettement plus élevée auprès des publics directement concernés qui ont d'ailleurs de fortes attentes et un intérêt fort pour ceux-ci. **80 % des personnes**

envisageant d'acheter leur résidence principale et d'avoir un enfant se déclarent intéressées par le PTZ familial, et **70 % des futurs investisseurs locatifs par le dispositif Jeanbrun**.

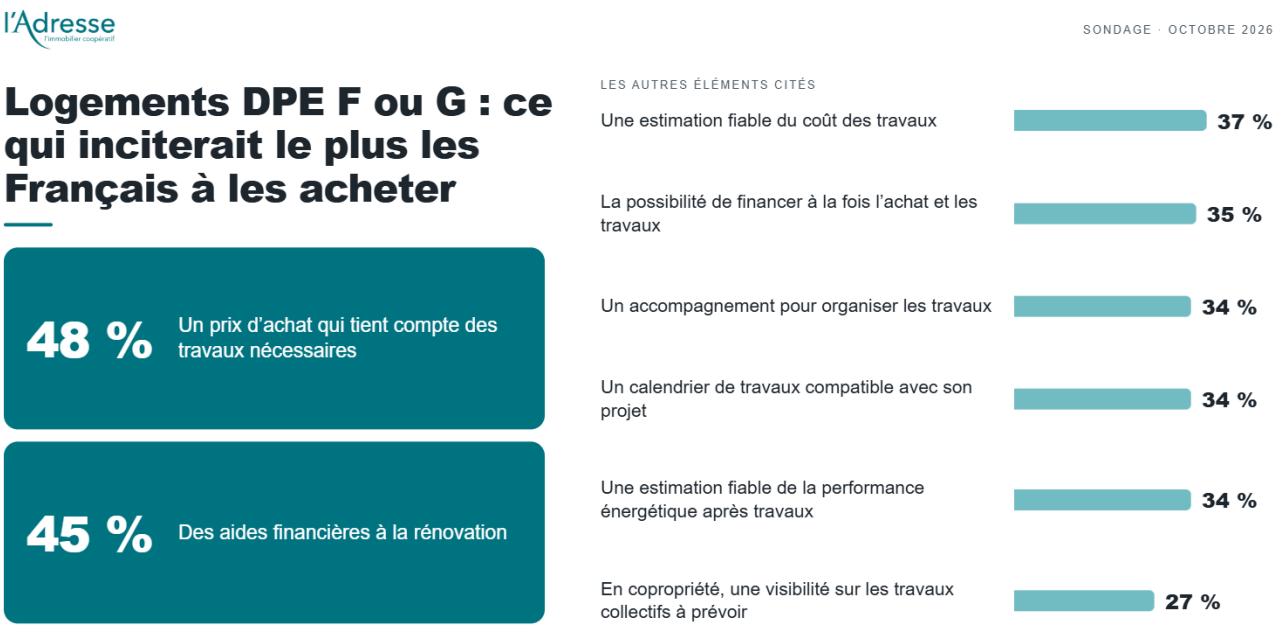
« Ces résultats montrent que les Français sont réceptifs aux dispositifs qui peuvent faciliter leurs projets. Le PTZ familial répond à une véritable attente, tout comme les mesures destinées à relancer l'investissement locatif. Mais pour produire des effets, ces dispositifs doivent être suffisamment ambitieux, simples à comprendre et surtout s'inscrire dans la durée. La stabilité des règles est indispensable pour redonner confiance aux ménages comme aux investisseurs », commente Brice Cardi.

A ce jour, le réseau l'Adresse ne constate, sur le terrain, qu'un impact limité du dispositif Jeanbrun. En effet, début octobre, **98 % des agences déclarent n'avoir reçu aucune sollicitation ou seulement très peu de demandes concernant ce dispositif.**

Le prix des logements reste le premier obstacle à l'achat, loin devant les taux d'intérêt

Pour autant, le contexte politique n'est pas le seul frein au dynamisme du marché. Si un Français sur 5 souhaite acheter sa résidence principale, la plupart se heurtent à des contraintes financières importantes. **54 % des Français citent le prix des logements comme un frein à l'achat d'une résidence principale**, devant les taux d'intérêt (30 %), le coût des travaux (29 %) et les difficultés d'accès au crédit (28 %). Pour autant, leurs exigences concernant les logements restent fortes et le diagnostic de performance énergétique (DPE) un critère toujours aussi important : en dehors du prix et de la localisation, **la luminosité et le DPE arrivent à égalité parmi les critères jugés importants (88 %), devant la présence d'un extérieur (86 %).**

L'enquête révèle également que **47 % des personnes ayant un projet d'achat pourraient envisager d'acquérir un logement classé F ou G**, à condition notamment de bénéficier **d'un prix adapté au coût des travaux et d'aides financières suffisantes, témoignant également de leurs attentes en matière d'aide à la rénovation et d'accompagnement.**



Le logement, un enjeu majeur des prochains mois et de la présidentielle 2027

Les prochains mois s'annoncent décisifs. Avec l'examen du projet de loi « Relance et décentralisation du logement », les discussions autour du projet de loi de finances pour 2027, puis la présentation des

programmes des candidats et l'élection présidentielle, **les occasions de répondre à la crise du logement vont se multiplier.**

Mais au-delà des dispositifs fiscaux et des mesures de soutien au secteur, **c'est bien la capacité des Français à se loger, à devenir propriétaires, à rénover leur logement ou à concrétiser leurs projets familiaux qui est en jeu.** Les difficultés d'accès au logement dépassent désormais largement la seule sphère immobilière : elles pèsent sur le pouvoir d'achat, la mobilité professionnelle, les choix de vie et, plus largement, sur l'économie et la société.

Les résultats de cette enquête doivent donc constituer **un signal fort pour les pouvoirs publics comme pour les futurs candidats à la présidentielle** : **les attentes des Français sont importantes et appellent des réponses concrètes, ambitieuses et durables**. Le logement doit redevenir une priorité des politiques publiques.

« Nous entrons dans une période décisive pour le logement. Entre les débats parlementaires des prochaines semaines et l'élection présidentielle de 2027, les responsables politiques auront l'occasion de montrer quelle place ils entendent accorder à cette question. Car le logement n'est plus seulement un sujet immobilier : c'est un enjeu de pouvoir d'achat, de mobilité, de natalité et de cohésion sociale. Notre enquête montre que les Français, et particulièrement les jeunes générations, attendent des réponses fortes. Il est urgent de leur redonner les moyens de se loger, de devenir propriétaires et de construire leur avenir. Le logement doit être au cœur des priorités des prochains mois et des programmes présidentiels », conclut **Brice Cardi, président du réseau l'Adresse**.

Méthodologie de l'enquête

*Enquête réalisée en ligne par **Toluna Harris Interactive pour le réseau immobilier l'Adresse**, du **23 au 26 octobre 2026**, auprès d'un échantillon de **1 044 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus**. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas et un redressement selon le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, la région et la taille d'agglomération.

A PROPOS DE L'ADRESSE

Doté de 360 agences immobilières sur toute la France, le réseau l'Adresse place ses clients au cœur de ses préoccupations et les accompagne tout au long de leur vie immobilière. Spécialiste de la transaction ancien et neuf, l'expertise des membres du réseau comprend également les autres métiers de l'immobilier que sont la location, l'administration de biens, le syndic de copropriété et l'immobilier d'entreprise. Créée en 1999 par la FNAIM, l'Adresse est l'une des rares organisations coopératives du secteur de l'immobilier. Reposant sur le principe "un sociétaire = une voix", les sociétaires sont donc engagés dans le réseau et partagent les mêmes valeurs d'union et d'implication personnelle. L'Adresse est membre de la Fédération des Enseignes du Commerce Associé (FCA).

Contact presse :
Sandrine Allonier – Comnipresence – Relations presse : s.allonier@comnipresence.com
Tel : 06 61 75 57 78